



France : le candidat présidentiel François Fillon propose une alliance avec l'Allemagne contre les États-Unis

Par [Alice Laurençon](#)

Mondialisation.ca, 26 janvier 2017

[wsws.org](#) 25 janvier 2017

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

François Fillon, candidat du parti de droite Les Républicains (LR) à l'élection présidentielle française, s'est rendu lundi à Berlin pour rencontrer la chancelière allemande Angela Merkel. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, et la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen, étaient également présents.

La position agressive adoptée par le président Trump envers l'Europe, et en particulier envers l'Allemagne, suscite la panique parmi les puissances européennes sur les conséquences de la politique de « l'Amérique d'abord » pour leur position économique et militaire. La visite de Fillon à Berlin, visant à renforcer les liens économiques et militaires de la France avec l'Allemagne, la puissance économique dominante en Europe, a souligné que les puissances européennes progressent rapidement vers un conflit avec Washington.

La réunion a réaffirmé l'orientation géostratégique définie par Merkel et le président français François Hollande après le vote du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne en juin dernier, lorsque Paris et Berlin ont proposé de créer une alliance militaire européenne, indépendante de l'OTAN et du Royaume-Uni. Une grande partie de la discussion de Merkel avec Fillon a été centrée sur son appel à une « alliance de défense européenne ». C'est une proposition de renforcement de la coopération militaire entre la France et l'Allemagne pour affirmer leurs intérêts impérialistes indépendamment de l'OTAN.

Les déclarations de Fillon ont clairement montré que le but de cette politique est de se préparer à contrer avec force, si nécessaire, les démarches hostiles du gouvernement américain.

Dans une longue interview menée conjointement par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et le quotidien français *Le Monde* la veille de la réunion de Berlin, Fillon a qualifié Trump de menace pour l'Europe : « L'Europe est prévenue. Elle doit donc s'organiser face à une politique américaine qui ne nous fera pas de cadeaux. Cela suppose, plus que jamais, une initiative européenne. Ce que Trump annonce a déjà commencé avant Trump. »

Fillon a souligné des amendes de plusieurs milliards d'euros imposées par les autorités financières américaines à la Deutsche Bank allemande et à BNP Paribas en France.

Fillon a également appelé à des liens plus étroits entre l'Allemagne, la France et la Russie, s'appuyant sur la recherche d'une fin aux guerres instiguées par les États-Unis en Syrie et

en Ukraine. Washington et les puissances européennes mènent une sanglante guerre par procuration pour le changement de régime contre le président syrien Bashar al-Assad depuis 2011 et ont installé un régime anti-russe en Ukraine dans un coup fasciste à Kiev en 2014. Fillon a clairement indiqué qu'il considère ces interventions comme erronées et basées sur de la tromperie de la part des puissances de l'OTAN, y compris la France.

La Russie, a-t-il dit, « C'est un pays immense qu'on ne peut pas traiter avec légèreté, c'est un pays qui n'a pas de tradition démocratique et qui détient l'arme nucléaire [...] Qui peut raisonnablement vouloir entrer en conflit avec la Russie ? » Interrogé sur la question de savoir si Poutine est un partenaire fiable, il a répondu : « Est-ce que les Occidentaux ont toujours été fiables ? Est-ce qu'ils n'ont jamais trompé les Russes sur la Libye, sur le Kosovo, sur le partenariat économique avec

l'UE ? La Russie a beaucoup de responsabilités, mais elle n'est pas la seule. »

Qualifiant l'alliance de la France avec l'Allemagne de « fondamentale » et dénonçant Hollande pour avoir d'abord cherché à « encercler » l'Allemagne dans les premières années de sa présidence, Fillon a appelé au « renforcement » de l'alliance franco-allemande. Il a toutefois insisté sur le fait que cette alliance serait un « partenariat entre égaux », malgré la « faiblesse économique et l'absence de réformes structurelles » de la France.

Fillon a présenté des propositions pour un gouvernement économique de la zone euro, dirigé par Paris et Berlin. « Je propose de relancer d'abord la zone euro », a déclaré Fillon, qui veut mettre en place un « un agenda d'harmonisation fiscale [...] sur les entreprises ». Fillon a également proposé de réduire la suprématie du dollar dans l'économie mondiale et de « faire de l'euro une monnaie de réserve internationale qui nous permette de nous extraire de la tutelle du dollar », en créant un Fonds monétaire européen comme contrepoids potentiel au Fonds monétaire international.

Les objectifs de Berlin et de Paris dans le développement d'une telle collaboration militaire et financière sont réactionnaires. En réponse aux menaces de Trump et au danger imminent de la dissolution de l'Union européenne (UE), la classe dirigeante européenne essaie de maintenir ensemble l'UE avec des politiques militaristes et policières.

Ces stratégies, qui aggravent le risque d'un conflit militaire direct entre les puissances de l'OTAN, reposent sur des attaques dévastatrices sur les droits sociaux et démocratiques des travailleurs. L'appel de Fillon à des « réformes structurelles » en France est lié à sa promesse électorale de supprimer 500 000 emplois dans le secteur public et d'éliminer en grande partie ou en totalité les soins de santé financés par le système de sécurité sociale en France.

En matière d'immigration, M. Fillon a déclaré qu'il ignorerait les frontières théoriquement ouvertes de la zone Schengen et a appelé à une sécurité accrue sur les frontières intérieures et extérieures de l'Europe. Il a dit que « La France n'avait pas à accepter de quotas de réfugiés et que c'était une préoccupation pour chaque État », a déclaré Fillon, critiquant la politique de Merkel en matière de réfugiés et affirmant que sous sa direction la France « ferait un choix différent » de celui de l'Allemagne.

L'alliance proposée par Fillon avec Berlin, qui rappelle fortement l'axe Paris-Berlin-Moscou qui émergea quand plusieurs des puissances européennes ont critiqué l'invasion illégale de l'Irak menée par les États-Unis en 2003, indique les rivalités inter-impérialistes profondes et

durables qui par deux fois dans le dernier siècle ont éclatées en guerres mondiales.

La relative stabilité des relations entre les États-Unis et l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale dépendait de la vaste supériorité économique des États-Unis et du fait que l'Union Soviétique fournissait aux puissances impérialistes de l'OTAN un ennemi commun. La dissolution de l'URSS en 1991 a donc transformé les relations entre les États-Unis et l'Europe. Les conflits sont rapidement réapparus entre les puissances impérialistes sur la politique de guerre et sur la lutte pour le pétrole, les ressources, les marchés et l'accès à la main-d'œuvre bon marché.

Les tensions géostratégiques mondiales sont encore plus aiguës qu'il y a 25 ans, le déclin économique américain s'accélère et les puissances européennes, y compris la Russie, développent des liens toujours plus étroits avec la Chine, pays que Trump a désigné comme l'une des principales cibles de sa politique étrangère.

Le ministre allemand des affaires économiques, Sigmar Gabriel, a déclaré que l'Europe et l'Allemagne ne devraient pas réagir à Trump en étant « effrayées ou soumises », mais plutôt poursuivre « fermement » leurs propres intérêts. L'Allemagne est « un pays fort » et l'Europe « un continent fort qui doit rester uni ». Selon Gabriel, l'Allemagne et l'Europe ont besoin d'une nouvelle orientation vers la Chine et l'Asie. Si les États-Unis « entament une guerre commerciale avec la Chine et dans toute l'Asie, alors nous sommes un partenaire équitable », a-t-il ajouté.

Si une alliance entre les régimes capitalistes de l'Allemagne, de la France, de la Russie et de la Chine contre les États-Unis devait émerger, une menace qui incitera Washington de plus en plus à l'action militaire pour l'empêcher, elle se révélerait complètement réactionnaire. Ce qui apparaît, c'est que la bourgeoisie internationale se montre de nouveau incapable de surmonter les contradictions fondamentales entre le caractère intégré de l'économie mondiale et la division du monde en États-nations antagonistes.

La seule force capable d'empêcher l'explosion d'une nouvelle guerre mondiale est la classe ouvrière internationale, en luttant contre le système capitaliste qui en est la cause première.

En effet, les divisions de plus en plus amères et insolubles qui déchirent l'Europe capitaliste ont été clairement révélées pendant la visite de Fillon, alors même qu'il tentait de conduire Paris vers des liens plus étroits avec Berlin.

L'hostilité de Trump envers l'Allemagne, y compris ses menaces de sanctions contre son industrie automobile et sa qualification de l'UE de « véhicule pour l'Allemagne », est perçue comme une menace par la classe dirigeante allemande, qui requiert une politique étrangère européenne plus indépendante et agressive.

Néanmoins, il y a eu des conflits importants entre Merkel et Fillon, pas seulement sur la question de l'immigration, mais sur la proposition de Fillon d'un gouvernement économique européen unifié, que Berlin avait déjà rejeté quand il fut proposé par le président français Nicolas Sarkozy. En outre, Fillon vise à « reconstruire » les relations avec la Russie en établissant des liens militaires plus étroits et en levant les sanctions économiques imposées lors de la crise ukrainienne, ce à quoi Merkel s'est opposée.

Les tensions sociales, économiques et politiques sont déjà très fortes en Europe et Fillon a

déclaré qu'il voulait que la France y devienne la puissance dominante, un défi à peine voilé à l'hégémonie allemande sur le continent. Dans les deux pays, les forces nationalistes de droite montent, et le Brexit l'année dernière n'a fait qu'exacerber les tensions en Europe. Londres considère sans doute des appels à une plus grande intégration militaire sur le continent européen une menace, d'autant plus que, avec le Brexit, la Première ministre britannique Theresa May se rapproche de Trump.

Alice Laurençon

Article paru en anglais, WSWS, le 25 janvier 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Alice Laurençon](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2017

Articles Par : **[Alice Laurençon](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca